

REPUBLIQUE DU BURUNDI
CONGRES NATIONAL POUR LA LIBERTE



UBUGABO SI URUCUMU

SECRETARIAT GENERAL

DECLARATION N°04 DU PARTI CNL SUR LA RECRUESCENCE DU HARCELEMENT DES MILITANTS DU PARTI CNL ET LE VERROUILLAGE DE L'ESPACE POLITIQUE, A L'APPROCHE DES ELECTIONS GENERALES DE 2020.

1. A six mois des élections de 2020, le Parti CNL consolide ses assises par l'ouverture des permanences jusqu' à la sous-colline à travers tout le pays. Mais cette démonstration de force fait paniquer plus d'un dans le camp de certains responsables politiques du parti au pouvoir et ses alliés ainsi que parmi certains responsables administratifs qui ne sont pas encore acquis au pluralisme politique et à l'alternance démocratique.
2. L'objet de la présente déclaration est de dénoncer et de porter à la connaissance du public tant national qu'international, la recrudescence du harcèlement des militants du parti CNL et le verrouillage de l'espace politique qui atteignent une ampleur inégalée à l'approche des élections générales de 2020.
3. Visiblement, les responsables des actes ignobles commis sont généralement certains responsables politiques du parti au pouvoir et ses alliés, certains responsables administratifs issus du parti au pouvoir ainsi que certains membres de la jeunesse affiliée au parti au pouvoir.
4. Le parti CNL et ses militants endurent toute sorte de harcèlement, de montages grotesques, d'intimidations, de violences physiques et verbales, des arrestations suivis d'emprisonnements arbitraires. Bref, il s'agit d'une sorte de chasse à l'homme.
5. Le parti CNL reçoit des informations ici et là faisant état d'un probable plan national d'élimination systématique et d'emprisonnements des responsables en commençant par le plus haut sommet. Au vu de la montée fulgurante des montages, d'une vague d'arrestations et d'emprisonnements arbitraires suivis de procès à la va-vite, tout porte à croire qu'il y aurait un plan en exécution contre les responsables et militants du parti CNL.

En guise d'exemple, ce montage se traduit par le piratage et l'utilisation des insignes du parti, une éventuelle fabrication et distribution de T-shirts à l'effigie du président du parti et de képis, ainsi que des tenues policières et militaires et éventuellement des armes à feu dans le but d'indexer le parti CNL et ses leaders. Des canaux de communication pirates You tube, twitter et facebook fusent et s'approprient le nom du président du parti, les insignes du parti et diffusent des messages incendiaires aux fins de désorienter l'opinion par rapport à la vision du parti. Les

B

comptes déjà identifiés sont notamment le compte you tube dénommé @CNL Inyankamugayo et autres comptes twitter et facebook.

Par la même occasion, le parti CNL porte à la connaissance du public que sa communication en ligne se limite à deux comptes : YouTube « Congrès National pour la Liberté » et le compte Twitter : « @cnlburundi ».

6. Le parti CNL constate avec regret qu'une campagne tous azimuts de diabolisation des leaders du parti se fait remarquer surtout dans les provinces de l'ouest du pays où des membres du parti au pouvoir sous haute protection des autorités administratives, sillonnent la région et diffusent des propos malveillants et calomnieux.

7. Le parti CNL observe avec amertume un phénomène atypique de montages poussé à outrance dans certains coins du pays où le harcèlement visant les responsables et les militants du parti atteignent leur paroxysme. A titre exemplatif : Un simulacre de tentative d'assassinat contre un chef de zone de Muyira, commune Kanyosha, province de Bujumbura a déjà fait arrêter et emprisonner sans aucune forme de procès plus d'une vingtaine de militants du parti CNL. Comment se peut-il plusieurs dizaines de personnes peuvent-elles comploter contre un individu? Sur le plan humanitaire, qui s'occupent des mineurs séparés de leurs parents? Qu'en est-il des familles dont tous les membres ont été emprisonnés?

Ces arrestations sélectives en cascade ont entraîné une fuite massive de militants et d'autres vivent dans une peur panique car une liste des militants recherchés serait dressée comme le témoignent les arrestations de nos militants qui se poursuivent.

8. Le parti CNL est ému et s'indigne de cette situation de manque d'humanisme et de violations massive des droits de la famille de la part des responsables policiers et judiciaires. Cela cache des intentions destructrices envers la population de la commune de Kanyosha.

9. En province Karusi, les responsables provinciaux et communaux croupissent dans les prisons et cachots sur fond de montages de détention illégale d'armes à feu.

Le parti CNL demande à la police de démontrer à chaque saisie d'armes, la traçabilité et l'origine des armes pour que la vérité éclate au grand jour.

10. A toutes fins utiles, sur l'ensemble du territoire national, le parti CNL dénombre plus de deux cents militants emprisonnés dans les prisons et cachots et leurs dossiers sont relégués aux oubliettes pour des raisons politiques. Les provinces les plus touchées étant Bujumbura qui, à elle seule enregistre plus d'une centaine. Ngozi, Kirundo, Gitega, Karusi, Rumonge, Kayanza, Cibitoke, Muyinga, pour ne citer que celles-ci.

De surcroit, plus d'une cinquantaine de nos permanences ont été vandalisées dans quatorze provinces du pays sans que les auteurs des forfaits soient pour le moins inquiétés.

11. La maison d'habitation du représentant communal du parti CNL en commune Nyabiraba, province de Bujumbura a été démolie la nuit du 21/10/2019. Ce qui est étonnant est l'affirmation gratuite des autorités administratives que cette maison a été démolie par une pluie diluvienne qui s'est abattue malheureusement sur une seule maison dans toute la commune. C'est pareille attitude tant sadique qu'inhumaine et irresponsable de ces autorités-là qui encourage les auteurs de ces actes ignobles.

12. Le parti CNL constate que l'arbitraire de certaines autorités administratives s'installe de plus en plus pour bloquer l'implantation de nos permanences et la tenue de nos réunions. Cet arbitraire se manifeste notamment dans des actes comme:

3

- exiger des distances irraisonnables d'un kilomètre d'une permanence du parti ou d'un symbole du parti au pouvoir par rapport à la permanence du parti CNL sur une colline rurale;
- signifier que les activités du parti CNL soient suspendues parce que le parti au pouvoir a pris deux mois d'activités dans une commune donnée (cas de Mwakiro en province de Muyinga);
- de même certaines activités du parti CNL sont suspendues in extremis au téléphone ou verbalement ou l'administration exige la délocalisation des permanences déjà inaugurées officiellement (cas de Ryansoro et de Kiganda).

13. Des attaques contre nos militants par les jeunes affiliés au parti au pouvoir soit dans leurs ménages soit en allant ou en revenant des activités du parti et cela jusqu'à provoquer des échauffourées et des blessés continuent à s'observer dans certains coins du pays et occasionnent parfois même des morts (cas de Muyinga et Kirundo et de Bubanza).

14. Le parti CNL regrette que l'initiative du Ministre de l'Intérieur, de la Formation patriotique et du Développement Local d'évaluer mensuellement le climat politique manque d'effet positif sur terrain et que par contre ce forum offre une opportunité à certains administratifs et responsables des partis politiques de porter des accusations tant gratuites que fallacieuses contre le parti CNL.

15. Le parti CNL s'inscrit en faux contre toute revendication politique par les armes et condamne toute forme de violences physiques ou verbales car l'esprit démocratique auquel nous souscrivons se développe à travers la tolérance et le respect mutuel.

15. Pour ce faire, le parti CNL demande :

a) Au Gouvernement

- De libérer tous les prisonniers d'opinion politique injustement incarcérés afin qu'ils jouissent des droits et libertés civils et politiques consacrés par la Constitution.
- De mettre sur pied un mécanisme de vérification des faits par des commissions mixtes.

b) A la communauté tant nationale qu'internationale

- De suivre de près l'évolution de la situation politico sécuritaire qui prévaut au Burundi à la veille des élections générales de 2020.

c) Au parti au pouvoir et ses alliés

- De s'imprégner des idéaux de la compétition démocratique et surseoir aux montages grotesques et aux violences tant physiques que verbales contre nos militants.

d) A nos militants

- de rester sereins, calmes, vigilants et tolérants; sans toutefois céder ni à la peur, ni à la provocation.

Fait à Bujumbura, le 07/11/2019

Le Secrétaire Général du Parti CNL

Hon. Simon BIZIMUNGI

